JJM

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (*Bolchevik-Léniniste*)
Section Française de la IVe Internationale

VENDREDI 10 FÉVRIER 1939

4e Année — Numéro 108

Le Numéro : **0 fr. 75**

RÉDACTION - ADMINISTRATION
15, passage Dubail
(54, boul. Magenta), Paris (10e)

ABONNEMENTS :
France et colonies : 1 an, 30 fr., 6 mois, 16 fr.; 3 mois, 8 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois, 20 fr.; 3 mois, 10 fr.
Compte chèque postal : Rousset 2247-23 Paris.

12 FEVRIER 34

La classe ouvrière écrase le fascisme !

12 FEVRIER 39

Les dirigeants Socialistes et Communistes laissent Franco écraser les travailleurs d'Espagne !

C★E★R★M FONDS J.J. MARIE PARIS

Les nouvelles tragiques qui arrivent d'Espagne s'abattent d'un poids redoutable sur les épaules du prolétariat français et du prolétariat international. Aucun militant ouvrier ne peut se faire à l'idée d'une catastrophe aussi horrible, d'une débâcle sans nom, sans fin, sans gloire.

Quelles répercussions vont avoir une aussi terrible défaite ouvrière, une victoire du fascisme aussi écrasante qu'inattendue, sur le prolétariat de ce pays ? Au moment où les plus éclairés des travailleurs commençaient à tirer un compte clair des responsabilités des directions qui les ont depuis trente mois bernées, dupées et trahies, au moment où la classe ouvrière pouvait espérer préparer un renouveau, une nouvelle défaite s'abat sur lui. Va-t-il se livrer au désespoir ?

Les semaines qui se sont écoulées depuis le 30 novembre fournissent la réponse à cette question. Malgré la répression, les licenciements, les mois de prisons et l'humiliation d'une grâce qu'on se promettait bien de mesurer chichement, la classe ouvrière relevait la tête. La grève du métro et le mouvement de mécontentement dans le Bâtiment, montrent que de larges couches de travailleurs n'ont pas encore renoncé à la lutte.

L'un et l'autre de ces mouvements montrent tout le tragique de la situation : les directions syndicales officielles s'opposent à la lutte; c'est malgré elles, contre elles, que les travailleurs doivent engager la lutte. Aussi ces luttes ne sont-elles aujourd'hui encore que des symptômes isolés; ce n'est encore que la fraction la plus ardente de la classe ouvrière qui entre en lutte; c'est dans la mesure où se révèle l'embryon d'une direction de remplacement que la bataille est possible.

Bien plus, l'organisation de la grande masse des ouvriers dans les syndicats devient elle-même le problème de l'initiative de nouveaux cadres; les anciens, forgés dans la période d'euphorie qui suivit Juin 36, se révélant incapable de maintenir l'organisation syndicale en face de la réaction et de la répression actuelle.

La tragédie espagnole a montré une fois de plus que les directions traditionnelles, social-démocrates, staliniste, anarcho-syndicalistes, étaient incapables de conduire les ouvriers à la victoire. Il est temps que les ouvriers avancés tirent la leçon de ces expériences répétées.

Ce n'est que d'elle-même que la classe ouvrière doit attendre son salut. C'est de son sein qu'elle doit faire surgir une nouvelle direction democratique de ses luttes.

Ce n'est qu'en balayant la vieille direction syndicale pourrie, en la remplaçant par une direction composée d'ouvriers des rangs, dévoués à leur classe, qu'elle sauvera sa C.G.T. de la catastrophe.

Ce n'est qu'en adoptant un programme révolutionnaire sans équivoque, bolchevik, qu'elle évitera que ses victoires d'un jour ne soient que le premier maillon d'une chaîne de défaites.

⊙

Il y a cinq ans, le 12 février 1934, la classe ouvrier de ce pays, a fait une entrée en scène irrésistible dans l'histoire. Elle a battu en brèche l'offensive réactionnaire, elle s'est mobilisée pour défendre ses libertés, elle a combattu pied à pied pour écraser l'ennemi; spontanément, sans direction, malgré et contre les dirigeants, elle a préparé la victoire de Juin 36.

Les jours que nous vivons sont lourds de la même menace tragique, devenue plus insidieuse et plus formidable, que les mois qui ont précédé le 6 février. La classe ouvrière laissera-t-elle préparer un nouveau 6 février, plus profond, irrémédiable, même s'il se passe à froid, sans rasoirs et sans revolvers ? Ou bien saura-t-elle faire un nouveau 12 février, plus vaste et plus profond, avant que la bourgeoisie n'atteigne ses objectifs.

6 février ou 12 février,
Fascisme ou Révolution,

tel est le dilemme que la trahison des grands partis ouvriers, repose après cinq ans de lutte, à une classe ouvrière condamnée à payer pour leurs trahisons.

Mais aujourd'hui la grève générale ne suffit plus à barrer la route à la réaction montante; les objectifs doivent être plus vastes : il ne s'agit plus ni de porter un nouveau Sarraut ni un nouveau Blum au pouvoir; il s'agit d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans. Pour lui préparer la voie :

La direction des luttes aux Comités d'entreprises ;

La direction des syndicats aux ouvriers révolutionnaires ;

La mobilisation des masses autour du programme bolchevik, autour de la IVe Internationale.

P. O. I.

LIBERTÉ EN FRANCE pour les combattants de la liberté espagnols

Le gouvernement français continue à faire preuve de son attachement aux principes démocratiques. Pendant que M. Léon Bérard vante à qui veut l'entendre l'ordre qui règne sous la botte des bourreaux franquistes, M. Albert Sarraut déclare à la tribune de la Chambre :

« Le gouvernement français ne peut pas permettre à un gouvernement espagnol défunt ou existant de s'installer sur le sol français pour y continuer son activité politique et y diriger des opérations militaires ! »

Autrement dit : le gouvernement espagnol est soumis au régime des réfugiés politiques. Mais s'il procède ainsi avec de gros bourgeois comme Azana, les simples ouvriers et paysans de Catalogne auront bientôt droit aux coups de crosse.

A bas les camps de concentration !

Libre droit d'asile pour les combattants de l'Espagne révolutionnaire !

AU TEMPS DES VICTOIRES

Alors que les ouvriers associaient le nom de Trotsky à leur lutte

609 pour la loi de deux ans ; 609 contre les peuples coloniaux ; 609 contre l'amnistie totale !

Pendant qu'on amuse le prolétariat avec des débats académiques sur l'amnistie, une répression accablante s'abat sur ses militants. A **Clermont-Ferrand,** cinq mois ferme pour **Zovely,** secrétaire des jeunesses socialistes, six mois de prison pour **Perrier,** huit mois à **Fiet,** dix-huit mois à **Marchadier** et cinq ans d'interdiction de séjour pour les appels publiés par eux dans le mouvement de grève; le vrai crime de Marchadier est d'être secrétaire du syndicat de Michelin. Après **Clermont-Ferrand** viennent les écrasantes condamnations de **Dunkerque** où trente années de prison sont distribuées. Et puis la liste s'allonge, frappe les grands centres et les petites cités; à **Hautmont,** quatre cent trente et un jours de prison pour quelques ouvriers des Aciéries du Nord, etc... Les licenciements suivent la cote des condamnations. Et le patronat reprend du poil de la bête.

Pendant ce temps les députés socialistes et communistes marchandent l'amnistie avec Daladier. Le vainqueur du 30 novembre ne consent qu'à une grâce au compte-goutte qui sera l'équivalent d'une soumission. Comment les députés socialistes et communistes obtiendraient-ils mieux : ils se sont volontairement liés les poings avec les votes unanimes d'union sacrée. La défense de l'empire comporte des « petits sacrifices » : quelques centaines d'années de prison symbolique pour commencer.

Ni les députés que comptent parmi les « 609 » le Parti socialiste et le Parti communiste, ni les dirigeants syndicalistes qui ont torpillé le mouvement du trente novembre n'obtiendront l'amnistie. C'est la lutte des travailleurs qui doit arracher de prison les plus fidèles d'entre eux et laver leurs casiers judiciaires. Ils doivent faire voter des ordres du jour dans leurs organisations, appeler à des meetings et à des manifestations, appeler le P.S.O.P. à nos côtés et entraîner la S.I.A. à se mobiliser dans cette action. Oublier les camarades détenus, c'est permettre à Daladier et patronat de consolider à leur profit les suites de la journée du trente novembre. Lutter pour l'amnistie, c'est libérer les nôtres et dans une certaine mesure, refaire nos rangs.

La prison pour les hommes et les femmes de l'Afrique du Nord

DROIT DE LA FRANCE ?

L'empire français est en voie d'assainissement. L'Afrique du Nord reçoit au maximum les effluves revivifiants.

La machine répressive bat son plein. Elle continue à broyer impitoyablement toutes les forces de liberté, d'émancipation humaine.

Depuis quelques années, on nous a accoutumés au massacre dans le tas, à l'emprisonnement massif, à la déportation.

Quiconque se montre révolutionnaire et dit son fait au régime pourri d'exploitation tyrannique est sûr de son affaire.

Le voyage de Daladier en Afrique du Nord montre clairement le vrai visage de la « sollicitude de la mère patrie » envers ses fils musulmans.

Il n'y a pas de droit contre le droit de la France, a-t-il dit.

Le mot vise particulièrement l'Afrique du Nord.

S'il était destiné à l'Italie, cette commère de proie, c'est de la pointe avancée du Cap Bon, face à face, qu'il aurait dû lui être administré.

C'est au contraire à Alger qu'il est débité à la grande joie des impérialistes de tout acabit, ceux du « Daladier au pouvoir » (sur l'air des lampions) et de leurs maîtres.

Et il semble dire aux esclaves musulmans Nord-Africains : « Vous êtes voués éternellement avec la terre qui vous a vus naître à l'engraissement des coffres de vos maîtres et à leur défense lorsque d'autres esclaves menacent de les leur disputer. »

Comme illustration de cet énoncé, juste en ce moment, les militants, par charretées, se succèdent sur les bancs de l'appareil de répression.

A Alger, ce sont les camarades du P.P.A.

A Tunis, on passe des hommes aux femmes : 13 militantes du Néo-Destour font connaissance avec les geôles de l'impérialisme.

Claironne, Daladier, reconstruis, si tu veux, la tour dont se servit le Pharaon pour distribuer des coups de sabre dans l'air et essayer d'atteindre le Dieu de Moïse ; tu n'émousseras jamais l'action révolutionnaire des exploités d'Afrique du Nord !

Continue ainsi. Tu sers en croyant détruire, puisque tu aides au contraire à l'évolution des esprits. **Jamais les femmes musulmanes, du moins en Afrique du Nord, ne s'étaient encore montrées dans l'arène politique.**

Ne voilà-t-il pas que tu amène à nos côtés nos sœurs Tunisiennes ?

A vous, mes sœurs, nouvelles venues dans les geôles impérialistes, salut ! salut humain, révolutionnaire ! musulman !

Montrez aux jeunes qu'ils doivent bannir le défaitisme, se forger un cœur d'airain et allez de l'avant !

SAMOUD

Suzanne Charpy condamnée à 10 mois de prison et 2.000 francs d'amende

Mardi 7 février la camarade Suzanne Charpy est passée en appel devant la 16e Chambre. On se rappelle qu'elle avait été condamnée à un an de prison et 3.000 fr. d'amende au mois d'octobre pour un article paru en mars dans *Révolution* dont elle était alors gérante. Après plaidoirie de Me Gérard Rosenthal le tribunal a réduit la peine à dix mois de prison et 2.000 francs d'amende.

Au moment où se multiplient les poursuites contre notre presse, tous nos amis et sympathisants doivent mobiliser autour d'eux les organisations ouvrières contre cette inique condamnation.

Nouveau procès de « LA LUTTE OUVRIERE »

Le camarade **Loret,** gérant de la **Lutte ouvrière** est appelé à comparaître le treize février devant la douzième Chambre correctionnelle. C'est le numéro du 30 septembre 1938 de notre journal qui fait l'objet de poursuites. Il s'agit de l'appel lancé aux plus sombres heures de la crise de septembre : « **Nous ne marchons ni pour la guerre impérialiste ni pour le pacte à quatre dirigé contre l'U.R.S.S.** »

Dans cet article publié au plus fort de la campagne d'excitation chauvine et de démagogie daladieriste, le parti se détachait de toutes les directions corruptrices, de toutes les tendances riat aussi bien contre les bellicistes à la Péri-Kérillis que contre les sirènes pacifistes Flandin-Belin. C'est cet appel qui est poursuivi.

Le Parquet le qualifie de « provocation de militaires à la désobéissance ». Nous prenons notre entière responsabilité pour cette action que nous avons été seuls à mener et qui, dans la tourmente de septembre, traçait la seule voie juste pour les exploités.

Le nouveau procès surgit quelques jours seulement après la condamnation de **Suzanne Charpy** pour un précédent numéro de **Révolution.** Il donne tout son sens à la « volonté d'apaisement » manifestée par le triste vainqueur du 30 novembre, l'ex-fusilleur Daladier.

A ce propos, soulignons que dans les piteux débats parlementaires sur l'amnistie, pas un groupe parlementaire, pas un député socialiste ni communiste n'a songé à demander l'extension de l'amnistie aux délits de presse, contrairement à toute la tradition des lois d'amnistie.

(Suite page 4)

Unanimité française pour les 2 ans

On sait que jusqu'à présent la durée du service militaire était fixée par la loi du 31 mars 1928, dite loi d'un an. *Cependant, grâce à l'application d'un article de cette loi, la durée du service militaire avait été prorogée d'un an (depuis le 17 mars 1936), ce qui en fait portait la durée du service à* deux ans. *Le prétexte choisi pour faire « avaler » aux travailleurs le rabiot d'un an avait alors été l'existence des « classes creuses ». Or, il n'y aura plus de classes creuses, d'une part, et d'autre part, la validité de la loi du 17 mars 1936 vient à expiration. Nous nous serions donc retrouvés, avant l'incorporation d'octobre 1939, sous le régime normal de la loi d'un an.*

Le gouvernement déposait donc à la Chambre le 31 janvier un projet de loi « ayant pour objet de proroger les dispositions de la loi du 17 mars 1936 ».

Le rapporteur, Monsieur Charles des Isnards, fasciste, bien connu des travailleurs, reconnaît que « la chute de nos effectifs causée par les années de dénatalité de la guerre » est « une préoccupation qui a disparu ». Mais « le danger que constitue pour la paix européenne le réarmement intensif de l'Allemagne, justifie à lui seul, une augmentation indispensable de toutes nos forces et de nos effectifs ». Il indique ensuite que les progrès de la technique ne justifient pas une diminution des effectifs, mais au contraire nécessitent une armée de plus en plus nombreuse. Il faut une armée de 550 *mille hommes, soit « un nouvel accroissement d'environ* 100.000 *hommes* ».

« Seul le maintien de la loi de deux ans après les années creuses pourra assurer les effectifs voulus ».

Et voilà, le tour est joué ! En 1936 *on justifiait les deux ans, par la nécessité de* maintenir les effectifs. *Aujourd'hui, il faut* 100.000 *hommes de plus et il y a nécessité de maintenir les deux ans. Demain, l'impérialisme français se sentant de plus en plus menacé,* il y aura nécessité d'accroître à nouveau les effectifs de 100.000 ou 200.000 hommes et de voter la loi de TROIS ANS.

Nous avons, à l'époque, dénoncé l'attitude des réformistes et des staliniens. Seuls, le 31 *janvier, les staliniens sont intervenus dans le débat. C'est le dé-*

Il faut que la politique de lutte puté « communiste » Dewez *qui est venu répondre, au nom du P. C. à l'appel à l'union de tous les français réclamée par le fasciste* des Isnards.

Dewez est d'accord, pour reconnaître « que nous avons besoin, si nous voulons sauvegarder l'intégrité du territoire de la République, si nous voulons conserver nos libertés démocratiques — et cela les ouvriers le veulent — nous avons besoin d'une armée forte ». *Mais* Dewez *déplore l'influence des fascistes dans l'armée ! Il s'étonne que l'on tolère les agissements des doriotistes et des cagoulards dans l'armée républicaine... et supplie le gouvernement Daladier de ne plus tolérer cette propagande, « car c'est là une des conditions premières pour que nous ayons demain une armée forte ».*

Et Dewez *de préciser :* « Au moment où la République se prépare à demander de grands sacrifices aux fils du peuple une telle politique (la tolérance de la propagande fasciste dans l'armée. N.D.L.R.) est incompatible avec celle qui doit être poursuivie par un gouvernement démocratique ». *Ce qui revient à dire, qu'au moment où la bourgeoisie française s'apprête à faire crever des millions d'ouvriers pour la défense de ses intérêts impérialistes, les staliniens supplient Daladier de ne pas se rendre suspect aux travailleurs en tolérant trop ouvertement la propagande fasciste dans l'armée. En effet, il serait dangereux « pour la sécurité française » que les ouvriers empoisonnés par le chauvinisme stalinien, voient clair et marquent leur hostilité à l'armée « républicaine ». Cependant malgré leurs regrets et leurs craintes* les staliniens répondant à l'appel du fasciste des Isnard se joignent à l'ensemble des députés pour voter la loi de deux ans réclamée le grand démocrate Daladier. Ainsi l'unanimité française s'est faite au parlement bourgeois *contre les jeunes travailleurs et s'est traduite de plus dans la résolution suivante :*

(Voir suite page 2)

La campagne électorale pour le Conseil Colonial de Cochinchine

Saïgon, 25 janvier.

La préparation de la campagne pour les élections au Conseil Colonial a lieu maintenant.

Les camarades de la IVe Internationale prendront part à la lutte, bien que le collège électoral soit composé avant tout de capitalistes et de fonctionnaires (en grande partie des classes moyennes). La fonction réelle du Conseil est tout simplement d'approuver le budget décidé par le gouvernement.

Dans cette campagne, les Bolcheviks-léninistes luttent pour un large front ouvrier et paysan, pour un programme de revendications, pour la libération des emprisonnés, en particulier notre cher **Ta-Thu-Thau,** qui sera porté sur la liste des candidats.

A l'aide pour nos camarades espagnols

Le S.I.S.L. fait appel à tous les lecteurs de la « Lutte Ouvrière » pour qu'ils collectent autour d'eux de l'argent pour les réfugiés d'Espagne et ramassent tous les objets utilisables qu'ils pourront réunir : linge, vêtements, couvertures.

ENVOYER LES DONS EN NATURE : « L'Union des campeurs du XVe » 26, Rue des Entrepreneurs.

REMETTRE L'ARGENT A : Suzanne Jubault. C.C. Paris 2313-31.

Le discours de Chamberlain

Menaces et compromis

—o—

Chamberlain vient de faire connaître à l'Italie ses volontés en ce qui concerne la liquidation de l'affaire espagnole. Il a affirmé qu'il serait indéfectiblement derrière la France.

Les partisans de la fermeté se sentent une soudaine tendresse pour l'homme au parapluie.

Mais qui ne se souvient qu'en septembre 1938, Chamberlain fit les mêmes déclarations. La frontière de l'Angleterre se trouvait sur le Rhin, comme elle est aujourd'hui sur les Pyrénées. Mais cela n'empêchait pas Chamberlain de pousser la France... au compromis.

Aujourd'hui, il est plus net et plus énergique. Les intérêts anglais en jeu sont plus grands. Mais il ne répugne pas à un petit compromis sur le dos du peuple espagnol.

L'AMÉRIQUE SUR LE RHIN

Roosevelt contre le pacte à Quatre

—o—

Quelle importance exacte faut-il attacher aux déclarations de Roosevelt et à sa mise au point ultérieure ? Roosevelt a-t-il véritablement déclaré « qu'en cas de guerre les frontières des Etats-Unis seraient en France ? »

Voilà un problème policier passionnant pour les lecteurs du *Petit Parisien*. Un problème que la presse française, de droite ou de gauche, est unanime à considérer résolu par l'affirmative : les uns — les partisans du bloc des démocraties — parce que cette déclaration renforce leur position ; les autres, — le dernier carré des Munichois — parce que cela permet quand même de parler un peu plus fermement à Hitler. Mais aucun journal ne cherche à comprendre pourquoi dans ces conditions Roosevelt s'est repris quatre jours plus tard : c'est que ces raisons ne peuvent guère être agréable à la France.

Déjà dans son discours de Nouvel An Roosevelt avait exprimé la même orientation : il s'agit d'en finir avec la concurrence allemande en Amérique du Sud, de briser toute tentative de l'Allemagne visant à mettre en jeu l'hégémonie de Wall Street dans l'Amérique Latine. Il s'agit en même temps de pousser l'Angleterre dans la lutte contre l'Allemagne : apparemment cela comporte un rapprochement anglo-américain. En réalité le mobile essentiel qui pousse Washington a au contraire sa source dans la rivalité anglo-américaine ; dans un bloc des quatre puissances européennes, l'Angleterre serait forcément, à cause de la situation financière, le grand vainqueur ; elle renforcerait sa puissance dans le monde et redeviendrait pour les Etats-Unis un rival redoutable. La lutte entre Rome-Berlin et Paris-Londres affaiblirait au contraire les deux camps en présence et renforcerait d'autant la position de Washington. Deux excellentes raisons — bassement matérielles — pour préconiser un bloc des démocraties.

Il n'y a donc pas le moindre doute pour que Roosevelt ait tenu au Sénat, en comité secret, pareil langage. Il a, devant les grands responsables de la politique extérieure, tenu à marquer avec cynisme la position de l'impérialisme yankee. Cynisme habituel aux Etats-Unis, car Wilson tenait le même langage guerrier au même comité en 1916 ; il montrait que les Etats-Unis devraient intervenir. En même temps, il prêchait publiquement la neutralité. Pourquoi ? Parce qu'il pensait que l'heure n'était pas encore venue : les Etats-Unis devaient d'abord vendre le plus possible aux deux camps, attendre que les deux soient épuisés, afin de tirer les plus gros profits et de dépenser le moins d'argent et le moins d'hommes pour faire pencher la victoire.

Le démenti de Roosevelt a donc une signification comme en avait une les phrases pacifistes de Wilson. Il explique par là, qu'il sera en définitive aux côtés des démocraties ; le choix est fait d'avance, alors qu'il ne l'était pas en 1914, et c'est là un premier fait nouveau. Mais d'autre part, les démocraties doivent commencer par se débrouiller toutes seules. La France est le bastion avancé des Etats-Unis comme la Tchécoslovaquie était le bastion avancé de la France ; si elle tient, on l'aidera ; si elle tombe, on négociera; entre temps on fera du négoce en grand. Le peuple français doit tirer les marrons du feu pour les banques de Wall Street.

Enfin, déclaration et démenti sont tous deux part intégrante d'une campagne d'opinion. On a pu constater à quelle explosion de joie chauvine a donné lieu ici la déclaration ; le démenti a été moins commenté par nos va-t-en guerre ; bien sûr. Mais aux Etats-Unis, il s'agit de travailler une opinion rebelle à l'idée de guerre. Les déclarations de Roosevelt entrent dans un plan de préparation de l'opinion publique ; les démentis visent à rassurer les inquiets ; ainsi de déclaration en démenti et de démenti en déclaration, s'accroissent l'inquiétude, le trouble et la confusion, se créent la psychose d'affolement qui laissera passer la guerre.

C'est la guerre que prépare Roosevelt ; et ceux qui couvrent leur pacifisme de son nom, de Blum à Cachin, et au CSACG ne font qu'aider Washington, Londres et Paris à préparer leur guerre.

Tribune Coloniale

THOREZ A ALGER

—o—

Nous nous souvenons du dernier voyage de Thorez en Afrique du Nord où les travailleurs arabes en masse venaient acclamer en lui la politique coloniale preconisée par Lénine.

Depuis, le parti communiste a changé de position, il n'a plus de communiste que le nom : il était pour la libération de l'Algérie, il est maintenant pour sa subordination à la politique de la France.

Pourquoi un tel revirement ?

En voici les raisons : Staline redoutant la terrible opposition révolutionnaire trotskyste et préoccupé d'affermir son pouvoir personnel dans le cadre de ses frontières, veut la paix pour son pays. Mais il lui faut un gendarme pour contenir l'Allemagne Hitlérienne. La France sera ce gendarme. Encore est-il indipensable que ce gendarme soit le plus fort possible. Pour que la France soit forte, Staline a recommandé au « Parti Communiste » de cesser toute propagande révolutionnaire dans la métropole, toute agitation dans les colonies, et de travailler au contraire à la consolidation du système démocratico bourgeois, à la réconciliation des classes sociales, et au renforcement de l'armée. Ces directives malgré leur éloignement des enseignements révolutionnaires de Lénine, ont été acceptées par les « communistes » français.

Mais en Algérie les Arabes ne sauraient considérer tout à coup l'armée française comme un facteur d'émancipation et de liberté ! Ils restent hostiles à l'impérialisme et le « Parti Communiste » est aujourd'hui vide d'arabes ! Paris a vainement changé les dirigeants du P.C. en Algérie; il a vainement calomnié le P.P.A., les arabes refusent d'attendre le soulagement de leurs misères du colonialisme.

Daladier est venu voir ses clients. Thorez vient pour essayer de ramener au bercail les brebis égarées : disons qu'il perd son temps. **De Casablanca à Tunis les prisons sont pleines à craquer,** et de belles paroles sur la fraternité quf doit unir les arabes et les Français ne nous ferons pas oublier que les arabes sont seuls en prison pendant que leurs anciens frères de lutte, les Thorez, Duclos et Cie jouissent de toute leur liberté... pour les exhorter à la soumission.

Les Arabes et le voyage impérialiste de Daladier

—o—

Alger, 1er février. — La constatation flagrante qui s'est imposée aux Algérois qui ont des yeux pour voir est que les Arabes ne sont pas allés acclamer Daladier lors de son passage à Alger : en effet, les chéchias étaient rares dans la foule et seuls quelques curieux se sont dérangés.

Naturellement, unanime, la presse d'information n'a pas souligné ce fait, il ne lui est pourtant pas passé inaperçu car s'il y avait eu des Arabes en nombre notable elle l'aurait crié bien haut. Or, aucun journal n'a osé parler de « foules arabes ».

Expliquons cela.

Est-ce que les Arabes sympathiseraient avec Mussolini ? Non, mais par un raisonnement simple et naturel, ils disent ceci : les ennemis de nos ennemis sont nos amis ; Mussolini est en train d'emm... la France qui nous exploite ; donc l'occasion va peut-être se présenter de régler nos comptes avec les colons expropriateurs.

Cela ne veut pas dire que les Arabes acceptent Mussolini, bien au contraire, il serait naïf de croire que, s'étant débarrassé de l'exploiteur démocrate, ils vont s'encombrer de l'exploiteur fasciste !

Mais il est clair que leur émancipation totale ne sera possible que le jour où tous les travailleurs du monde rejetant pêle-mêle fascistes et démocrates bourgeois conduiront victorieusement leur révolution prolétarienne.

Opinions Bourgeoises

Le communisme en Indochine

—o—

Dans une « chronique asiatique » (Où va l'Indochine ?) de **Nouvel Age** du 3 février, M. Dong-Van cite une étude de M. Varet, qui écrit :

« Le communisme en Indochine, se place résolument sur le terrain politique : il réclame la suppression d'organismes qu'il estime surannés et oppressifs... l'abolition d'impôts qu'il juge trop lourds ou mal répartis, comme les monopoles fiscaux du sel, de l'alcool et des tabacs, les impôts personnels et fonciers.

« Dans le domaine social, il demande le partage de la terre entre les paysans et soutient les luttes revendicatives de la classe ouvrière. Il se range même aux côtés de la bourgeoisie annamite pour appuyer ses demandes quand elles peuvent servir la cause des masses, comme les libertés de réunion et d'association.

« Sur la plupart de ces points, le communisme indochinois traduit en définitive les aspirations populaires. Mais son programme ne s'arrête pas là. Il glisse rapidement vers la IVe Internationale, c'est-à-dire vers la théorie de « la Révolution en permanence », malgré l'attiude conciliante envers les pouvoirs que le Parti Commuiste français lui conseille d'observer. Il apparaît ainsi bien plus comme un prétexte que comme une doctrine. Il veut enfin la libération de l'Indochine de la tutelle française ».

M. Dong-Van réplique à M. Pierre Varet que le communisme en Indochine est « impuissant. Selon lui, comme pour tous les petits bourgeois colonialistes, « il n'y a pas de problème colonial, il y a un problème humain »...

M. Varet voyait plus juste. Il constatait sans le vouloir, que les revendications nationales en Indochine se confondaient avec les revendications des masses travailleuses, et il montrait que ce mouvement allait vers la IVe Internationale.

Plus que jamais actuellement, le soutien de nos camarades qui luttent pour l'avenir du peuple Indochinois, doit être actif et vigilant !

Un fellah d'Algérie demande :

Pourquoi le « Parti Communiste » fait-il payer un franc l'entrée au meeting Thorez ?

Ce parti qui n'a pas hésité à dépenser des millions pour loger ses fonctionnaires dans le luxueux immeuble de la rue de Chateaudun à Paris songerait-il à récupérer les frais d'organisation du meeting sur le dos des ouvriers et des petits employés ?

Ou alors, est-ce que la somme de un franc n'est exigée que dans le but d'éliminer la présence des arabes **pour qui elle représente un certain effort ?**

LISEZ

La leçon de l'Espagne

dernier avertissement

par

Léon TROTSKY

Le 1er Avril

vous serez à la

Fête de "Révolution"

NOUVELLES D'U.R.S.S.

A propos du XVe anniversaire de la mort de Lénine

FALSIFICATIONS

Récemment la « Pravda » proclamait la nécessité d'une « épuration » générale des archives de toutes les organisations du parti.

L'organe central du parti constatait que beaucoup de ces organisations avaient été assez insouciantes pour conserver des documents « pouvant servir à la propagande contre-révolutionnaire », documents tels que brochures, articles, portraits d'anciens membres du Parti « démasqués comme ennemis du peuple ».

On comprend ce que cela veut dire ! Il est indispensable pour Staline et ses serviteurs de supprimer la moindre trace du passé réel du Parti. Il ne faut pas qu'un membre quelconque de ce parti s'avise de juger de l'histoire de la Révolution sur des documents originaux conservés par hasard au lieu de se contenter des textes d'évangile du récent « Cours d'histoire du Parti Communiste de l'U.R.S.S. !

A l'assemblée commémorative du 15e anniversaire de la mort de Lénine, à Moscou, le rapport, fait par un certain Cherbakoff, secrétaire de l'organisation régionale, portait comme titre : « L'œuvre de Lénine a vaincu ». Et jamais les références à Lénine n'ont été aussi nombreuses dans la presse de Moscou que ces dernières semaines.

Cela montre combien l'étiquette « léniniste » est nécessaire au régime stalinien.

Mais, pour user impunément de cette étiquette, la terreur contre les artisans d'octobre n'a pas suffi. Il a fallu créer une mythologie qui aura consolidé une fois pour toutes l'immense œuvre de falsification accomplie depuis des années par les valets de Staline.

Cette mythologie, c'est le « Cours abrégé d'histoire du Parti » paru en novembre dernier.

L'étude de ce manuel dans les plus petites organisations du parti, des syndicats, de l'Etat a été proclamée un des problèmes essentiels qui se posent devant les peuples de l'U.R.S.S. La presse n'a pas cessé de publier quotidiennement depuis des « communiqués » sur les progrès de cette étude jusque dans les recoins les plus obscurs du pays.

Ce zèle s'explique lorsqu'on lit dans la résolution du C. C. du Parti (Pravda » du 15 novembre 1938) ce qui suit:

« **Il est indispensable de donner au Parti un manuel unique sur l'histoire du Parti, manuel représentant un commentaire officiel, revu par le C. C. du P. C. de l'U.R.S.S., des questions essentielles de l'histoire du Parti et du marxisme-léninisme, commentaires n'admettant aucune interprétation arbitraire.**

L'édition du « Cours d'histoire du P. C. de l'U.R.S.S., approuvé par le C. C. du Parti, met fin à l'arbitraire et un désordre dans l'exposé de l'histoire du parti, à l'abondance de points de vue différents et des explications arbitraires des questions essentiels de la théorie et de l'histoire du parti qui se manifestaient dans divers manuels d'histoire du parti édités dans le passé ».

Cette situation se passe de commentaire, mais nous voudrions donner encore deux passages de la résolution qui sont particulièrement révélateurs des buts poursuivis par les « historiens » staliniens.

Ch. I, § 3 de la résolution :

« Contrairement à certains anciens manuels qui exposaient l'histoire du P. C. de l'U.R.S.S. avant tout en partant des personnalités historiques et qui avaient en vue l'éducation des cadres d'après des personnalités et des biographies, le « Cours abrégé » expose l'histoire du Parti sur la base du développement des idées essentielles du marxisme-léninisme » et a en vue l'éducation des cadres du Parti avant tout d'après les idées du marxisme-léninisme ».

Ch. III, § 14 :

« Obliger l' « Institut Marx-Engels-Lénine » à corriger au plus tôt les erreurs dans les traductions russes existantes de Marx et d'Engels, ainsi que les grossières erreurs politiques contenues dans les appendices et les notes accompagnant les œuvres de Lénine.

Obliger l'Institut à hâter la réédition des œuvres de Marx, Engels et Lénine ».

La mythologie pourra ainsi se servir de textes originaux « épurés » et « corrigés » !

Au 15e anniversaire de la mort de Lénine le rappel de la résolution citée est particulièrement nécessaire.

Unanimité Française pour les 2 ans

(*Suite de la page 1*)

—o—

« La Chambre des Députés déclare solennellement qu'au même titre que la France continentale toutes les parties de l'Empire sont placées sous la sauvegarde de la patrie avec les populations qu'abrite son drapeau ; que la souveraineté de la France est indivisible et qu'elle ne saurait être ni transmise, ni déléguée, ni partagée ». (*Applaudissements*).

Ainsi le PC est d'accord pour livrer pendant deux ans les jeunes travailleurs à l'abrutissement des casernes, et il ne sera plus possible de tromper les J. C. L'Avant-Garde ne pourra plus déclarer que les staliniens sont contre les deux ans. *Il est d'accord pour aider la bourgeoisie française à exploiter les millions d'Africains et d'Indo-Chinois. Et les ouvriers communistes devront choisir entre la solidarité avec les ouvriers coloniaux assassinés par la « démocratie » française ou la solidarité avec Daladier et son Etat-Major fasciste.*

Dewez déclare que les ouvriers veulent défendre les libertés démocratiques. Cela est vrai. *Mais le P. C. veut renforcer l'appareil fasciste de l'armée et a voté (toujours avec l'unanimité de la Chambre)* 61 *millions supplémentaires pour l'éducation d'officiers de réserves ! Et tous les ouvriers savent que ces « centres d'éducations d'officiers de réserve » sont des foyers fascistes. Dewez lui-même avoue que l'Etat-Major de l'armée est presque entièrement fasciste et en liaison avec le CSAR. Et le P. C. est d'accord pour mettre les ouvriers dans les mains de cet état-major fasciste... pour défendre la démocratie.*

Mais, les libertés démocratiques, les ouvriers devront les défendre contre la bourgeoisie française et son état-major fasciste.

Oui, l'ennemi est chez nous. Que les ouvriers abattent Daladier, qu'ils écrasent doriotistes et Croix de feu, et ils auront défendu les libertés démocratiques. Mais le PC lui, soutient Daladier, et s'unit aux fascistes pour renforcer l'appareil fasciste de l'armée bourgeoise.

En fait, c'est le P.C. qui constamment, par sa politique criminelle de collaboration de classe, affaiblit la classe ouvrière et renforce le fascisme. On ne défend pas les libertés démocratiques en affaiblissant la classe ouvrière. Permettre à Daladier d'abrutir la jeunesse pendant deux ans sous les ordres d'officiers fascistes c'est lui assurer une nouvelle victoire après celle du 30 novembre.

Partout front unique contre les 2 ans, contre Daladier, contre le fascisme.

A bas les 2 ans !

L.

Les Pyrénées dernière ligne de défense des libertés ouvrières ?...

Depuis deux ans le Parti Communiste proclame qu'en luttant pour la liberté de commerce avec l'Espagne Républicaine il lutte pour la sécurité de la France. Celle-ci est menacée sur les Alpes et sur le Rhin; la démocratie française, en acceptant la victoire de Franco acceptera-t-elle d'avoir une troisième frontière à défendre ? Dans ces derniers jours, **l'Humanité** s'est efforcée de s'emparer du sentiment d'angoisse qui étreint le cœur des ouvriers aux nouvelles d'Espagne pour remettre cette question sur le tapis. A nouveau Thorez et Cachin demandent à l'Etat-Major de ne plus fixer seulement son regard sur la ligne bleue des Vosges, plus seulement sur les passages des Alpes, mais aussi sur les cols des Pyrénées. Ils supplient le général Gamelin de concentrer des troupes et du matériel lourd et de montrer à Franco la force française.

Il ne s'agit là bien entendu que d'un aspect de la lutte du front des démocraties contre le bloc fasciste. Pour défendre la démocratie française, sentinelle avancée de la démocratie internationale, il faut défendre le territoire français. Et pour défendre le territoire français, il faut faire appel à l'armée bourgeoise et à son Etat-Major.

Nous avons déjà montré à cent reprises le sophisme que constituait cette argumentation : en réalité les rivalités entre fascismes et démocraties ne font que recouvrir un conflit entre les différents impérialismes décadents ; le fascisme est la forme de la domination politique du capitalisme dans ce stade de décadence impérialiste et est, par conséquent, indispensable au capitalisme dans une période aussi critique que la guerre ; qu'au fur et à mesure que les démocraties marchaient vers la guerre impérialiste elles empruntaient au fascisme ses méthodes de gouvernement. C'est ainsi que nous avons vu les régimes « démocratiques » bafouer en septembre les institutons souveraines: ni en France, ni en Angleterre, ni en Tchécoslovaquie, ni aux Etats-Unis, les parlements n'ont été appelés à dire un mot sur le bouleversement de la carte de l'Europe.

C'est ainsi que la bourgeoisie française, avec les décrets-lois Daladier-Reynaud s'oriente vers une politique d'autorité et de répression. C'est ainsi que Roosevelt a expliqué en janvier au Congrès qu'il s'agissait « d'arriver au même résultat que le fascisme, mais par d'autres méthodes ». C'est ainsi qu'un journaliste bourgeois intelligent et cynique, Raymond Cartier, expliquait la semaine dernière dans l'**Epoque**, que la France n'accepterait jamais les idéologies totalitaires, mais que pour lutter contre elles, elle devrait mettre au service de la démocratie, les méthodes que les pays totalitaires avaient su mettre au service de leur idéologie.

Nous avons donc toujours souligné que vouloir défendre la démocratie aux côtés de l'Etat-Major et de la bourgeoisie, c'était préparer la mort de la démocratie, frayer la route au fascisme. La tragédie espagnole ne démontre-t-elle pas précisément cela ?

Il y a cependant quelques aspects de ce problème qui méritent d'être examinés au moment où Franco s'empare de la Catalogne. La bourgeoisie française aura-t-elle une troisième frontière à défendre sur les Pyrénées ? Franco sera-t-il pour la bourgeoisie française un adversaire ou un allié ? De qui Franco sera-t-il l'adversaire ?

Car pour lutter en commun avec la bourgeoisie française sur les Pyrénées encore faut-il que la bourgeoisie veuille lutter. **La Lutte Ouvrière** de la semaine dernière soulignait que le gouvernement français était en réalité d'accord pour l'envoi d'un ambassadeur à Burgos, mais qu'il n'estimait pas que l'opinion fût suffisamment préparée. Son plan consistait à exercer une pression diplomatique, et avant tout — avec l'appui de la City — une pression économique et financière sur Franco : les millions de livres et de francs feraient leur interventoin pour contrebalancer l'intervention militaire italienne. Spéculant sur les difficultés économiques de Burgos et de Rome, la bourgeoisie franco-anglaise s'apprête à dominer l'Espagne comme par le passé : ses pantins auront nom Franco, Yague et compagnie, comme ils s'appelaient, hier Azana, avant hier Alphonse XIII.

Déjà la réalisation de cette politique est en bonne voie. Le sénateur et ancien ministre réactionnaire Léon Bérard se rend en Espagne comme ambassadeur officieux. Le **Temps** du 2 février ne laisse pas le moindre doute là dessus : le voyage de Léon Bérard à Burgos précède de peu l'envoi d'un ambassadeur accrédité auprès du gouvernement de Franco. En même temps Franco fait publier dans la presse française qu'il n'existe ni travaux de fortification, ni terrains d'aviations à proximité de la frontière française : fausse ou véridique cette affirmation sert surtout à rassurer la bourgeoisie française.

La nomination de M. Pla, président de la Société Hispano-Suiza, n'est pas seulement la démonstration des liens qui unissent Franco au capital international ; il est l'expression de la volonté de celui-la de s'entendre avec la finance anglo-française représentée par Pla. Dès lors la frontière des Pyrénées ne constitue pas pour la bourgeoisie et l'Etat-Major une nouvelle ligne des Vosges, mais bien une frontière ami. Certes l'Italie et l'Allemagne peuvent tenter de s'en faire une base d'opération, mais le même danger menace la France à la frontière belge. Il s'agit plus d'une question de concessions et de pressions que de construire une nouvelle ligne Maginot.

Cependant l'arrivée de Franco sur les Pyrénées modifie profondément la situation internationale. Dès les premiers jours du mouvement révolutionnaire en Espagne, nous avons affirmé que — quelque soit son issue — il modifierait le rapport des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle internationale. L'issue aujourd'hui c'est la victoire de Franco : ce n'est pas seulement la classe ouvrière espagnole qui est écrasée ; c'est la bourgeoisie internationale qui se renforce, c'est la réaction qui monte dans le monde ; c'est le prolétariat qui se trouve affaibli.

Munich avait signifié le premier assaut sérieux qu'ait osé tenter la réaction internationale depuis 1933 ; l'échec de la grève du 30 novembre a marqué un second recul de la classe ouvrière, pas seulement en France, mais encore dans le monde. La chute de la Catalogne marque une troisième défaite ouvrière. La réaction va s'enhardir. Déjà au lendemain de Munich on a assisté à un renforcement de la dictature en Yougoslavie, au recul de Roosevelt aux Etats-Unis. Ce ne sont pas là des phénomènes dûs au hasard. La classe ouvrière, grâce à la politique de trahison des directions officielles, doit abandonner ses lignes avancées et se retirer sur des positions de replis, pour de là préparer la nouvelle offensive.

La lutte entre la démocratie et le fascisme se réduit à un lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. La bourgeoisie n'a plus que faire de la démocratie. La classe ouvrière peut encore l'utiliser pour mobiliser et éduquer les larges masses de la classe ouvrière en vue du renversement du régime. C'est pour cette raison qu'elle défend ses libertés démocratiques, et non pour des raisons de diplomatie internationale. Que l'Italie ou l'Espagne autoritaires soient alliées ou ennemies de la bourgeoisie française, elle leur reste hostile. Mais, en même temps, elle reste hostile à la bourgeoisie française, qui, sous ses phrases démocratiques, cache sa marche vers une forme de gouvernement de plus en plus autoritaire.

Autrement dit : la classe ouvrière française doit considérer sa lutte contre le fascisme : celles de la confiance inséparable de sa lutte contre le fascisme en France et contre la bourgeoisie qui prépare le fascisme. Elle doit opposer à l'un et à l'autre les mêmes méthodes de lutte de classe indépendante. La classe ouvrière française a fait l'expérience des méthodes qu'il ne faut pas utiliser dans la lutte contre lefascisme : celles de la confiance dans la démocraie bourgeoise. Rien a-il été fait contre le fascisme depuis que le Front Populaire a inscrit sur son programme la dissolution des formations paramilitaires fascistes ? Le fascisme ne s'est-il pas au contraire renforcé en France ? N'a-t-il pas son appareil militaire intact et cet appareil militaire ne s'appuie-t-il pas aujourd'hui sur un mouvement de masse qui commence à prendre corps (syndicats maisons, etc...) ? L'exemple des premiers mois de lutte en Espagne, où la force de classe du prolétariat a réussi à briser l'insurrection fasciste, ne montre-t-il pas au contraire comment il faut lutter contre le fascisme ? Le fait que le visage hideux de la défaite se soit montré à partir du moment où l'on a abandonné (dès septembre 36) la méthode de classe au profit de l'alliance avec la bourgeoisie — ce fait ne montre-t-il pas que seule l'action autonome du prolétariat peut vaincre le fascisme ?

Le premier point de ce programme de lutte contre le fascisme international, c'est la lutte contre la réaction montante en France. Les nuages qui s'amoncellent sur les Pyrénées doivent faire réfléchir les ouvriers de ce pays. Non pas pour se soumettre à l'Etat-Major bourgeois, mais pour reprendre avec plus d'acharnement la lutte contre la bourgeoisie de ce pays.

H. MORRIS.

Une brochure à répandre éditée par les

JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES

« OU VAS-TU, JEUNE TRAVAILLEUR ? »

Vie et lutte d'un jeune

Prix : 1 fr.

Commandes aux Publications Populaires

LA POLITIQUE SYNDICALE

Sans changement de direction

pas de victoires ouvrières

Dimanche, cinquième anniversaire de l'inoubliable grève générale du 12 février 1934.

Cinq ans... la veille encore divisée, la classe ouvrière unanimement dressait un barrage aux agissements fascistes.

Aujourdhui, février 1939, la classe ouvrière a vécu une grandiose et aussi douloureuse expérience. De juin 36 à aujourd'hui nous pouvons mesurer toute l'étendue du mal causé par la politique des directions des organisations ouvrières, de la C. G. T.

Ces derniers jours encore, après cette aventure du trente novembre, les dirigeants syndicaux du métro et des terrassiers trahissaient les intérêts des travailleurs de ces deux corporations Cependant ceux-ci avaient manifesté leur volonté de lutte pour s'opposer aux quarante-deux heures dans le métro et aux quarante-cinq heures dans le bâtiment.

Ces nouveaux faits démontrent qu'il n'est plus possible d'aller à la bataille, avec chance de succès sous la direction de ceux qui ont préconisé et préconisent encore la politique de collaboration des classes du Front populaire.

Il faut que la politique de lutte de classes voulue par les travailleurs anime aussi la direction du mouvement, sans quoi c'est la défaite.

Comment imposer dans la lutte une direction de lutte de classe ?

Par les Comités d'entreprise, de chantiers, élus directement par tous les salariés, et contrôlés par eux.

Mais pour que cette orientation et cette forme d'organisation de la direction des luttes ouvrières s'affirment, les révolutionnaires non seulement ne doivent pas quitter la CGT, mais ils doivent conserver leurs postes de responsables syndicaux, s'ils en acceptent en conquérir s'ils n'en occupent pas encore ; avec des positions syndicales dirigeantes il est plus aisé d'orienter un mouvement, de le diriger.

Oui, mais l'organisation syndicale?

Au lieu de se vider, comme maintenant, elle se renforcera par l'adhésion massive de ceux qui l'ont quitté par dégoût, désespoir ou lâcheté.

Le redressement des organisations syndicales passe par la voie du redressement des luttes ouvrières par les travailleurs eux-mêmes.

NOTES DES BOITES

Chez FARMAN

Après cette grève générale, les grands bouzilleurs sont rentrés dans l'ombre Plus de journaux d'usines, plus de travail intérieur.

Chez les techniciens et employés, pas un seul collecteur pour les cartes 39. Ceux de l'USTA (métaux) sont disparus et seul apparait une organisation qui lutte avec ses petits moyens.

C'est la section des Techniciens de la F. D. T. qui regroupe les ex-membres des métaux (USTA) et qui a déjà une cinquantaine de membres.

Et dire que les staliniens disaient de ces camarades qui luttent, qui réorganisent contre le patronat les exploités de la boite qu'ils étaient des traitres et des renégats.

On voit bien où ils sont ceux qui se dégonflent et font le jeu du patronat.

Nous en reparlerons d'ailleurs sous peu.

Un correspondant.

Chez TÉCALEMIT

Après le 30 novembre, plus aucune action ne se fait jour.

La Vie Ouvrière ? Disparues, sections syndicales ? Ne se signalent pas.

Plus rien, plus personne ne travaille « Téca Echo », journal d'usine de la section syndicale ne paraît plus.

Pourtant il y a du travail à faire.

Les amicalistes et les PSF se mangent le nez entre eux.

Camarades du PC., de la CGT, quand ferez-vous quelque chose ? Vous avez tout en mains :

Des manœuvres payés 7 fr. 85 de l'heure et qui ne sont pas contents.

Des magasiniers payés 5 sous moins cher que les aides magasiniers.

Tous les bons compagnons s'en vont la Direction est aux abois, plus de main-d'œuvre qualifiée autre que les PSF.

8 ajusteurs à l'essai dans une journée, 1 seul de retenu et pas fasciste !

Quand donc allez-vous faire quelque chose, camarades du PC et de la CGT ?

Quand allez-vous sortir un journal d'usine, pour faire se ressaisir ceux qui sont avec vous dans la boite et pousser la direction à lâcher sur les revendications à poser.

Augmentation des salaires.

Application de la convention collective.

Casse croûte d'un quart d'heure le matin.

Chauffage sérieux dans la boîte.

Un petit effort, camarades organisés de la C.G.T. et du P.C., et nous reviendrons à la surface.

Un ouvrier de chez Téca.

Bulletin syndical

Le Bulletin Syndical n° 2 édité par la Commission Syndicale du P. O. I., paraîtra au début de la semaine prochaine.

Au sommaire :

L'évolution des revendications ouvrières vue au travers d'une usine : Lioré Ollivier (Argenteuil-Clichy).

Le plan de la C.G.T. et les révolutionnaires.

Histoire de la lutte de tendance dans la Fédération des Techniciens.

Les jeunes et le syndicalisme, etc., etc...

Groupes du Parti et militants du Parti, passez vos commandes à Boitel, 15, passage Dubail, Paris (10e).

Le numéro est vendu 1 franc.

Envoyer les fonds en timbres-poste.

"L'Ecole Emancipée" publie...

« L'Ecole Emancipée du 8 janvier dernier a publié une lettre de Régis Messac au camarade Bonissent, secrétaire du S.I. de Coutances ».

« Par cette lettre, Messac donne sa démission de membre de la Fédération générale de l'Enseignement, de la Fédération des Fonctionnaires et de la C. G. T. »

« ...Messac estime que sa place n'est plus au sein d'une organisation gangrenée de réformisme, d'opportunisme, de bellicisme, et de jésuitisme ».

« Attitude logique ; et j'ajouterai : attitude courageuse et clairvoyante ».

Ainsi s'exprime un nommé Francis Pichon, dans *l'Ecole Emancipée* du 22 janvier 1939.

Le même Pichon explique que « mieux vaut deux CGT dont l'une soit vraiment révolutionnaire qu'une seule CGT que la minorité révolutionnaire n'arrive pas à faire sortir de son inertie ».

Messac, Pichon, tous ceux qui, à l'Ecole Emancipée, serait d'accord avec cette opinion font là exactement le travail nécessaire pour donner satisfaction à la bureaucratie syndicale dirigeante de la CGT. Messac, Pichon, engagent les militants révolutionnaires à abandonner la masse des syndiqués aux usurpateurs appointés à la Jouhaux ou à la Frachon.

A notre avis, c'est faire preuve de beaucoup plus de courage et surtout de clairvoyance que, étant arrivé à constater la trahison des chefs, de rester au sein de la masse des syndiqués pour lui expliquer cette situation et, au moment favorable, l'entraîner dans la lutte qui correspond à ses intérêts.

Messac, Pichon, ...désertent, consciemment l'accomplissement des tâches les plus ingrates des révolutionnaires, mais aussi les plus productives.

Ces camarades veulent une CGT propre, à eux. Nous sommes tous pour que cette CGT soit, mais avec la masse des travailleurs et non sans elle, ou pire, contre elle.

D'ailleurs, il y a une CGTSR des anarcho-syndicalistes purs ? Qu'en pensent Messac, Pichon ?

Un camarade du bâtiment disait, avec juste raison, à la Conférence nationale des Cercles syndicalistes Lutte de classe, de Noël, qu'aller à la CGTSR c'était rejoindre le camp retranché de la révolution. Et il précisait : nous devons être là où est la masse.

Mais pourquoi donc les responsables des Amis de l'Ecole Emancipée — fusionnés avec le Cercle — ne se prononcent-ils pas encore sur ces manifestations de révolutionnaires qui se replient sur eux-mêmes et sont satisfaits d'eux-mêmes ?

A notre avis, la désertion doit être combattue vigoureusement dans les rangs de la minorité révolutionnaire des syndicats sans quoi cette minorité se perdra elle-même dans la désertion.

J. BARDIN.

REUNION de la Commission Syndicale

La Commission syndicale du Parti s'est réuni mardi 31 janvier, au siège

Métallurgie, bâtiment, techniciens, employés, P. T. T., Enseignement, etc., étaient représentés.

Bon échange de vues sur la situation dans les différentes corporations en ce qui concerne l'état d'esprit des travailleurs.

Examen du bulletin syndical, de son contenu.

Chacun s'engage à participer à sa rédaction. Les articles du n° 2 sont lus et discutés ; le n° 3 est ébauché.

Nos camarades de province auront à s'efforcer de joindre leur bonne volonté à la nôtre et nous assurerons la publication d'un bulletin syndical régulier, intéressant, bien diffusé.

C'est une question de travail.

Le Congrès de la Fédération des Techniciens

ÉCHOS ET POLEMIQUES

Le numéro 105 de la « Lutte Ouvrière » a publié les appréciations générales qui pouvaient être dégagées immédiatement du Congrès de la Fédération des Techniciens. Nous donnons ici quelques échos marquant typiquement les débats de ce congrès dont l'importance dépasse le cadre du mouvement des techniciens. Nous avons à répondre à cette question : l'orientation de la Fédération des Techniciens est-elle artificielle ? La question rejoint l'analyse marxiste du rôle des « classes dites moyennes ». Les réformistes nous donneront sans eucun doute l'occasion d'y revenir très prochainement.

⁂

A propos du rapport moral, les staliniens accusent la Fédération d'être politisée.

Utilisant la publication d'un tract contre la guerre en septembre 1938 sous la signature du syndicat de la métallurgie, du P.O.I., du cercle lutte de classe, de la C.G.T.S.R. etc., le stalinien Carlier (Messageries Hachette) met en garde les délégués contre la politisation de la Fédération. Il retournait ainsi contre nous, l'argument jésuitique des amis de Syndicat contre eux, les staliniens. Bien entendu Carlier approuve la politique du Front Populaire et l'arbitrage obligatoire.

La réponse fut magistrale : le délégué du syndicat des Pétroles de Port Gérôme, Eloy, vient expliquer à la tribune comment étant membre responsable du Parti communiste il fut exclu pour avoir refusé de combattre l'orientation fédérale et de faire passer son syndicat à la Fédération des Industries chimiques.

⁂

Intéressant débat sur la non rééligibilité

L'article 15 des statuts fédéraux prévoient qu'après deux ans de mandat les secrétaires permanents ne sont pas rééligibles. Mais voilà, les militants susceptibles de remplacer les camarades en fonction ne sont pas nombreux, à moins de puiser dans les permanents des syndicats, solution qui donne à l'article une allure assez hypocrite (exemple Fédé. postale et ses syndicats). Nos camarades qui ont toujours défendu ce point de vue que la non rééligibilité ne peut être un principe d'organisation ne sont pas gênés dans la discussion. Tissot de la métallurgie intervient et montre que le débat cache une lutte de tendances. La mise au point éclaire singulièrement la suite du débat.

Finalement il est décidé de ne pas modifier les statuts, mais une résolution est votée à l'unanimité moins quelques abstentions staliniennes qui permet à la commission administrative de prolonger si nécessaire le mandat des secrétaires permanents de deux ans. A noter l'attitude des délégués staliniens qui dans les autres fédérations se prononcent contre la non rééligibilité.

⁂

L'ORIENTATION FEDERALE TROIS COURANTS SE MANIFESTENT

Les interventions sur le rapport d'orientation sont dominées par la préparation de la guerre et les suites de la grève du 30 novmebre.

La tendance néoréformiste se raccroche à la bouée jetée par Vivier-Merle. — Le secrétaire de l'U.D. du Rhône, Vivier Merle représentait la C. G. T. à ce congrès; au cours de son intervention du samedi 21 janvier, il a fort habilement marqué les divergences entre l'orientation confédérale déterminée par ses motions au Congrès de Nantes et celle de la Fédération des Techniciens. Chacun des délégués staliniens se reporta au discours de Vivier Merle pour asseoir son interventoin. Pas d'écho dans le congrès.

La tendance réformiste apparaît. — Jusque là les « Amis de Syndicats » s'étaient maintenus dans la majorité par antistalinisme. Le danger leur semblant écarté, ils cherchent la brèche pour passer leur programme. Un transfuge de marque, Bicat, élu secrétaire général en 1936, épaule leur tactique. N'osant pas se prononcer sur le fond, ils se servent de la forme de la propagande écrite pour demander qu'elle soit adaptée au niveau du milieu auquel elle s'adresse. En résumé, ils proposent une motion signée Pellisson qui vise à annuler dans la propagande le fond de l'orientation. La manœuvre fut déjouée, la majorité des délégués n'ayant pas manqué de souligner les divergences essentielles entre les articles de Chassagne dans « Syndicats » et le fond de la résolution d'orientation.

Chassagne apparaît le véritable leader des techniciens « Ami de Syndicats ». Comment se fait-il que Bécat et ses suiveurs l'apprirent après s'être si longtemps situés sur une orientation révolutionnaire ? Les difficultés du mouvement et le pessimisme auquel elles peuvent conduire, pensent les uns. Les coopératives ont de ces nécessités suggèrent d'autres. On verra bien.

⁂

SUR LA QUESTION DE LA GUERRE

Au cours de son intervention, Chassagne souligne l'analogie de sa position avec celle de Delmas au congrès confédéral de Nantes. Bernard (Clermont-Ferrand) répond en marquant l'imprécision de la formule : politique des borne-fontaines. Les constructions de béton armé, l'établissement de pipeline font partis de la défense nationale. Il n'obtiendra cependant pas que les autres sortent de l'équivoque.

Dans une excellente intervention, Varnier (Paris métallurgie) défend la politique de son syndicat en septembre 1938, face à la mobilisation. Lubin (Paris-métallurgie) s'étonne de l'amalgame fait par les « Amis de Syndicats » entre la position des révolutionnaires et le réformisme. Puis après une intervention de Résal sur les évolution du plan de la C.G.T., Robin montre que la C.G.T. allemande a sombré sans combattre pour s'être intégrée à toutes sortes d'organismes de collaboration; il faut, dit-il à l'adresse des réformistes, se souvenir que Marx et Engels étaient seuls à défendre leur doctrine au début du siècle passé; ils ne sont pas adaptés au milieu qui lisait leurs écrits, et pourtant le marxisme est né.

Tissot clot le débat en rappelant que la lutte contre la guerre exige la lutte intransigeante pour les revendications et condamne tout verbiage révolutionnaire sans action de classe.

Le vote a lieu et la composition de la Commission administrative est déterminée sur la base du vote. 23 membres sont élus sur la base de la révolution majoritaire (lutte de classe), 8 sur la base de la motion Pélisson (Amis de Syndicats), 4 sur la base des motions Vivier Merle à Nantes (staliniens).

Notons en terminant l'adoption d'un vœu présenté par Varnier sous la forme d'une adresse à Tom Mooney, analogue au texte voté par les cheminots de Paris-Etat, rive gauche et publié dans la « Lutte Ouvrière » du 20 janvier 1939.

La Fédération des Techniciens n'a pas encore rendue publique les résolutions du Congrès, nous en ferons donc l'examen critique ultérieurement.

Un technicien syndiqué : L.B.

A la S. N. C. M.

(Lorraine)

—o—

Un débrayage d'une demi-heure a eu lieu mardi 31 janvier à la S.N.C.M. Voici pourquoi il s'est produit :

Depuis longtemps un Russe blanc bien connu pour sa haine contre les organisations ouvrières, après s'être tu devant la force des ouvriers depuis les événements de 1936, recommençait à salir la classe ouvrière, à la suite du fiasco de la grève du 30 novembre et des défaites des camarades d'Espagne.

Un ouvrier, à bout de patience devant les calomnies de cet individu, lui flanqua une bonne correction. La direction, devant cet incident, voulut sanctionner dans un esprit de « justice », en licenciant le Russe blanc et l'ouvrier,

Mais les ouvriers de la section 32 ne l'entendirent pas ainsi ; ils demandèrent la réintégration de leur camarade qui avait défendu leur cause.

Pour mieux appuyer leur délégation ils débrayèrent.

La direction se retrancha derrière une commission paritaire (ouvriers et maîtrise) qui statuerait et demanda aux responsables syndicaux de faire reprendre le travail, ce qu'ils firent aussitôt.

Le camarade est toujours sur le sable.

Ajoutons que les ouvriers de la section 32 ont déjà marqué leur solidarité contre de tels renvois. A la suite du départ d'un contremaître qui les avait toujours défendus, la Direction ayant trouvé un prétexte pour le renvoyer, ils voulurent débrayer pour qu'il reste à son poste ; mais le syndicat intervint pour empêcher ce mouvement. D'ailleurs il en était la cause puisque dans une lettre ouverte à la Direction pour le renforcement de la production, il avait dénoncé le contremaître pour manque d'énergie envers ses ouvriers.

Les responsables syndicaux ne firent rien pour faire connaître ces 2 affaires aux autres ouvriers des sections de l'usine, ils connurent la dernière par une note de la direction, menaçant de licenciement tout débrayage qui se ferait à l'avenir.

Ceci ne doit pas empêcher les ouvriers de la S.N.C.M. d'employer cette méthode de lutte.

Au 30 novembre 1938, malgré l'échec de la grève, ils firent accepter la rentrée sans licenciement au patron.

Contre le renvoi abusif d'ouvriers, seuls les ouvriers ont droit à la parole, et non les commissions paritaires. Il faut continuer à fermer la gueule aux chiens fascistes de la boîte et à ceux qui les défendent.

Un correspondant.

Contre le racisme
Contre la guerre impérialiste.

Lisez et diffusez

nos brochures de propagande collection « LE TRACT »

Numéro 1

UNE LOI BARBARE CONTRE LES IMMIGRES EN FRANCE

par P. Naville

Prix : 0 fr. 50 (par 10 ex. : 4 fr. 50

Numéro 2

APRES MUNICH
(Sur le caractère de la guerre prochaine)
par
L. Trotsky

Prix : 1 fr. (par 10 ex. : 8 fr.)

"La C.G.T., colonie soviétique" ou le vrai visage de l'anarchisme

Révolution dans les phrases Réformisme dans les actes

En ouvrant le petit livre que Chazoff vient de faire paraître aux Editions de France (sic), *« La C. G. T., colonie soviétique », nous nous attendions à y trouver une documentation sérieuse sur les agissements anti-démocratiques et la pratique du gangstérisme introduite par Staline à l'intérieur du mouvement syndical. Nous nous attendions bien à y trouver aussi la défense du CSACG et un plaidoyer pour un certain réformisme sincère.*

Mais Chazoff a tenu à faire la démonstration que réformisme et démocratie sont organiquement liés et que si les oripeaux démocratiques dans l'étape actuelle du capitalisme ne peuvent que recouvrir la marche au fascisme, le réformisme ne peut plus alors être que la couverture d'une certaine politique réactionnaire qui n'ose pas dire son nom.

Il est probable que Chazoff, rédacteur au "Libertaire", n'aurait pas osé exposer ses idées de cette façon dans ce journal. Mais aux Editions de France *il a osé rendre des points à Jouhaux.*

L'auteur a cherché à donner à son ouvrage un fonds théorique. Il dénonce la politique stalinienne ; chacun comprend que les méthodes et la politique du stalinisme ne font qu'un, et l'on ne peut que louer Chazoff d'avoir voulu placer le débat sur le terrain politique. Mais encore faudrait-il que sa critique soit sérieuse et qu'il fasse une analyse théorique approfondie des causes de la dégénérescence de l'U.R.S.S.

Il faudrait discuter dans le détail les opinions de Chazoff sur ce terrain. Nous y reviendrons. Disons seulement aujourd'hui qu'elles relèvent du plus pur libéralisme bourgeois. Le pouvoir n'est tombé entre les mains des bolcheviks que par la carence de Kérensky (p. 12).

Ah ! si Kérensky était resté au pouvoir, la C.G.T. ne serait pas colonisée!

« Les bolchevistes (sic) n'avaient aucune expérience effective du pouvoir (p. 28), *c'est-à-dire que pour apprendre l'art de gouverner, ils auraient dû participer à quelques gouvernements bourgeois* (comme Garcia Olliver, sans doute).

L'Internationale Communiste n'a jamais eu qu'une politique nationaliste russe : « L'organisation internationale du bolchevisme n'est pas la conséquence d'une nécessité sociale historique. Elle est l'effet d'une idée maîtresse préméditée et le résultat d'une politique qui n'a pas varié depuis la prise du pouvoir... L'Internationale Communiste n'a jamais fait ce que nous sommes convenus (sic) de l'internationalisme. Elle a pratiqué un nationalisme russe ». *Pareille affirmation ridicule ne se discute même pas.*

Que propose donc Chazoff à la place de cette politique dont tous les actes sont dictés par le nationalisme russe? Quel programme inspiré des intérêts réels de la classe ouvrière française et internationale apporte-t-il ? Il se hâte d'affirmer qu'il n'en a pas : « Nous avons la modestie de ne pas présenter un nouveau programme qui s'ajouterait bien inutilement à tous ceux dont nous sommes gratifiés » (p. 8).

Cela ne l'empêche naturellement pas d'en exposer un à mots couverts, et des plus réactionnaires.

Il ne veut pas, actuellement, *d'un syndicalisme de révolution. Il ne s'agit pas de faire la révolution pour créer du désordre ; tant que la classe ouvrière ne sera pas moralement capable de créer un nouvel ordre elle doit renoncer à la révolution et se cantonner à la lutte revendicative. C'est dans ce sens qu'il écrit :* « Le rôle des syndicats sera d'obtenir des classe possédantes un mieux être toujours accru en faveur des travailleurs » (p. 78). *Par la lutte contre la bourgeoisie et son état ? Non, par la collaboration :* « La seule chose que le syndicalisme soit en droit de réclamer avec intransigeance d'un gouvernement, c'est sa neutralité la plus stricte dans les conflits qui l'opposent au patronat sur le terrain économique » (p. 78). *C'est le schéma des pires réformistes social-démocrates et syndicalistes : l'Etat-arbitre. Comme si depuis deux ans l'Etat démocratique n'avait pas montré clairement son contenu de classe.*

Mais il y a mieux encore. Voici la perche tendue au corporatisme :

« Le monde se transforme et quelles que soient les opinions particulières que l'on professe, quelle que soit la classe (sic) à laquelle on appartient, il ne suffit pas de gémir sur le passé, il faut préparer l'avenir... Qu'on le veuille ou non, en raison même de l'évolution économique et sociale, on ne construira rien de viable et de stable sans le concours des grandes organisations ouvrières » p. 11). *Autrement dit on ne peut faire une révolution bourgeoise (fasciste) qu'en y intégrant les syndicats. Si on veut faire avec nos syndicats une telle révolution pourquoi n'en serions-nous pas ?*

Nous n'exagérons pas. Si la France doit éviter le bolchevisme, elle doit y préférer le maintien de l'ordre actuel, si mauvais soit-il. Et comme cet ordre ne peut se maintenir qu'en glissant vers le fascisme, mieux vaut accepter cet ordre glissant, ce danger que la dictature du prolétariat. Tel nous paraît être exactement la pensée de Chazoff, qu'il résume lui-même en cette phrase :

« Le peuple ne partage pas la douce philosophie de la vieille de Syracuse, qui, chaque matin, agenouillée sur les marches du temple, priait dévotement les dieux de conserver longtemps la vie de César régnant, (*la démocratie bourgeoise*) considérant que chaque nouvel empereur était plus féroce encore que celui qui l'avait précédé » (p. 6).

Et voici les conclusions pratiques de cette orientation : « Le syndicalisme que son étiquette soit révolutionnaire ou réformiste, ne peut évoluer que dans une atmosphère d'opportunité ». *Entendez par là que ce ne sont pas les circonstances extérieures à sa volonté qui lui imposent des compromis, mais que le but qu'il poursuit doit précisément être le compromis. Il ne vise pas à développer la lutte de classes, mais à la freiner au moyen des concessions accordées par la bourgeoisie.*

« Au lendemain même de la signature des accords Matignon, nous signalâmes que ce « document diplomatique » était incomplet, et qu'il ouvrirait la voie à un nombre incalculable de conflits. Nous avions, au cours des discussions, demandé que l'on s'inspirât des conventions du Livre, car nous étions convaincus que, sous certaines conditions à déterminer, le capitaliste français, durant cette période d'adaptation à une nouvelle économie sociale, était prêt à accepter le principe de l'échelle mobile des salaires, ce qui eût évité l'imbroglio des discussions ultérieures et les grèves qui se déclanchèrent par la suite » (p. 88). Autrement dit : *si l'on nous avait écouté, il n'y aurait plus eu de luttes ouvrières depuis juin 36 ; les patrons et nous, syndiqués français, nous pouvions nous mettre d'accord pour en terminer avec l'agitation sociale ; ce sont les Russes qui ont empêché cet accord.*

Le livre de Chazoff ne vise donc pas à définir les lignes générales d'une action révolutionnaire, mais à limiter l'action syndicale à la collaboration de classe la plus cynique. Nous pourrions encore montrer que ses idées, sur le nationalisme et l'internationalisme ne sont guère plus éloignées du social patriotisme que sa doctrine sociale ne l'est du réformisme. Nous nous limiterons cependant à une citation qui donne bien le sens général de l'ouvrage :

« Il faut mettre la classe ouvrière française en garde contre une sensibilité qui la porterait à soutenir une idée en défendant une victime : M. Trotsky (sic) sacrifié aux ambitions de Staline » (p. 22). L'antibolchevisme, l'antitrotskysme, voilà la seule raison d'être du petit livre de Chazoff.

Ce n'est pas par hasard que ces attaques vont de pair avec le programme le plus dangereux pour la classe ouvrière. Du livre de Chazoff, les militants syndicaux qui veulent donner à la C. G. T. et à la classe ouvrière toute entière un large programme de revendications, des méthodes révolutionnaires qui lient indissolublement les luttes partielles à l'objectif de la prise du pouvoir conçu comme un objectif direct de la lutte, ces militants doivent apprendre dans ce livre que seul le bolchevisme défend ce programme et que les sectateurs rrrévolutionnaires de l'antibolchevisme ne sont que des adversaires camouflés du programme révolutionnaire de lutte dont a besoin la classe ouvrière.

Un syndiqué Lutte de Classes.

LÉON TROTSKY

APRES MÜNICH

UNE LEÇON TOUTE FRAICHE

(Sur la question du caractère de la guerre prochaine)

1 broch. 24 p. - 1 fr - Publications Populaires

Assauts de social patriotisme à la C. A. P. socialiste

La dernière réunion de la **C.A.P.** du **Parti Socialiste** a donné le jour à une résolution, **votée à 1 voix de majorité.** Cette résolution a valu à la majorité de la C. A. P. les bruyants applaudissements de **l'Humanité,** tempérés pourtant par la constatation que les « frères socialistes » s'alignaient bien tard sur la ligne du social- chauvinisme stalinien. La résolution réclame, en effet, sous le couvert de l'ouverture des frontières, l'intervention française en Espagne, intervention militaire s'entend. La minorité bigarrée des « pacifistes », groupée autour de **Paul Faure,** a refusé de s'associer au vote de la résolutoin, continuant à soutenir « l'effort pacificateur » (!!!) inauguré à Munich par Daladier-Bonnet.

Voilà une pitoyable comédie qui ne trompera pas un seul ouvrier. Mais quel symptôme de pourriture bureaucratique !

Pas une voix à la direction « socialiste » pour proposer une politique prolétarienne de soutien aux ouvriers d'Espagne. Deux fractions se bornant à suivre fidèlement et à copier servilement les divergences qui déchirent la bourgeoisie française en face de la question espagnole. Blum, avec les uns veut l'intervention en Espagne (mais la veut-il réellement et combien sont-ils de bourgeois à la vouloir encore, ô ! Raymond Laurent, espoir suprême et suprême pensée des staliniens ?). Pourquoi ? Tiens, parbleu ! **« pour assurer la sécurité de nos routes impériales ». Paul Faure** avec les autres soutient la politique « munichoise » de Daladier-Bonnet, qui espèrent, appuyés par l'Angleterre, évincer l'Italie d'Espagne, en faisant risette à Franco, **en associant les capitalistes espagnols à de fructueuses affaires** (de ciment, par exemple ; n'est-ce pas M. le député **Valette-Vialard ?**

Voilà des gens qui ont égorgé la révolution ouvrière en Espagne, qui ont étouffé pendant deux ans les efforts de libération sociale des ouvriers espagnols, qui ont préféré abandonner hommes, femmes et enfants d'Irun aux Maures de Franco plutôt que de laisser passer les quelques mitrailleuses et fusils espagnols (en provenance de Catalogne) et néecessaires à leur défense, et ces même hommes se posent aujourd'hui en défenseur de « l'Espagne républicaine ». Pourquoi ? Parce qu'ils craignent une menace pour l'impérialisme français. Misérables valets, **vos mains sont aussi bien rougies du sang des travailleurs espagnols que celles de Franco, que celles du sinistre Negrin, qui n'a su qu'écraser les forces ouvrières pour les conduire à la défaite, et les abandonner enfin par une fuite ignoble, à la barbarie fasciste.**

Notre cycle de conférences pour le 150e anniversaire de la Révolution française

Les autorités officielles font grand tapage autour du 150e anniversaire de 1789, qui tombe cette année.

De partout, sortent des initiatives de commémoration, qui toutes ont un même but : abriter la politique de l'impérialisme français actuel derrière les « immortels principes ».

L'*Humanité* associe la résistance des sans-culottes à celle des armées de Foch. La Marne est exaltée comme Valmy. Le « patriotisme » charognard et ventripotent de 1939 est vanté comme la réplique de l'héroïsme patriote des Républicains de 1792 dressés contre la coalition féodale.

Partout, on exalte la cocarde tricolore, la nation, qui brillaient alors de leur jeune éclat, pour en faire les symboles d'une résurrection impérialiste, les trois couleurs éclipsant le drapeau rouge, le nationalisme décadent brandi pour pour faire échec à l'Internationale.

En même temps, ces panégyristes de la Première République font le plus profond silence sur les méthodes révolutionnaires employées par le peuple en 1789 et après.

Ils ont oublié même le mot de Danton : de l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace. Ils ont perdu le souvenir de la guillotine. Lorsqu'ils prononcent le mot « jacobin », ils pensent à Herriot, Daladier et Cudenet. Quant à la Terreur, c'est-à-dire la dictature révolutionnaire de la Montagne, ils n'ont garde de la rappeler : pour eux, tout se passa en fêtes symboliques et paisibles défilés.

Mais la réalité est toute différente.

La révolution qui débuta en 1789 fut l'irruption la plus grandiose des principes libéraux de la bourgeoisie, brisant les entraves du monde féodal.

Les masses travailleuses participèrent à cette lutte, et c'est pourquoi la grande Révolution fut non seulement le renversement définitif du régime féodal et l'affirmation capitalisme industriel et commercial, mais aussi l'arène des premières luttes que le prolétariat (artisans, ouvriers, paysans pauvres) mena pour son propre compte sous le drapeau de la destruction des inégalités de classe.

victorieuses à la fin du 18e siècle. Mais leur exemple illumina toute la lutte socialiste du 19e siècle. Les leçons révolutionnaires de la grande révolution française furent l'école des classes opprimées du monde entier.

Si la commune de Paris en 1871 reflèta plutôt les côtés faibles de la Commune de 1793 (son parlementarisme, le manque de plan et de décision, etc...), la révolution russe en assimila tous les côtés forts : la liaison profonde avec les masses, le caractère implacable de la lutte, l'énergie et l'esprit de sacrifices inlassables, l'appel aux mobiles profonds des exploités.

C'est pourquoi une étude, un examen, des événements principaux de la révolution française est d'actualité.

Les tronçons du Front Populaire prostituent le souvenir des combattants révolutionnaires d'il y a 150 ans, en essayant de le mettre au service de la cause la plus exécrable, celle des 200 familles, de l'Impérialisme fauteur de guerre, du colonialisme étrangleur de peuples, de la réaction sociale contre la classe ouvrière.

Ils essayent de couvrir du bonnet rouge le maitien de la domination capitaliste, et s'en servent pour duper les mases. Toutes leurs entreprises, depuis le film « La Marseillaise » jusqu'aux éloges de Mirabeau, ancêtre de Caillaux dans la fiscalité, sont marquées de cette falsification.

ces messieurs de faire accepter aux

Plus précisément, il s'agit pour masses ouvrières la guerre impérialiste au nom des principes patriotes de 1792. Ils masquent volontairement les différences *décisives* qui existent entre la « nation », et sa signification en 1789, et ce qu'elle signifie en France en 1939.

Voilà pourquoi nous avons estimé utile de faire dans les mois qui viennent une série de conférences afin de faire connaître le *vrai* visage de la Révolution française. Nous donnons plus loin le plan de ces conférences.

Tous nos amis doivent faire une active propagande pour qu'une nombreuse assistance vienne à ces réunions. Les questions qui seront traitées ont une grande importance dans l'actualité, et ne sont pas simplement des sujets historiques. L'étude de la révolution française entre dans l'arsenal théorique de tous les militants marxistes, aujourd'hui plus que jamais.

Préparez-vous à suivre nombreux notre cycle de conférences.

P. VILAIN.

***

Liste des Conférences

—o—

Voici la liste des Conférences sur la Révolution Française que nous avons annoncé dans notre précédent numéro :

24 *Février.* — Introduction. Le sens historique de la Grande Révolution Française.

3 *Mars.* — La Patrie et la Nation en 1789.

10 *Mars.* — La Révolution française face à l'Europe féodale.

24 *Mars.* — Robespierre.

31 *Mars.* — Marat.

14 *Avril.* — Les prémisses socialistes dans la révolution bourgeoise.

28 *Avril.* — La question agraire en 1789.

5 *Mai.* — Babeuf.

26 *Mai.* — La naissance du Bonapartisme.

2 *Juin.* — La Grande Révolution Française et le prolétariat socialiste en 1939.

Dans notre prochain numéro sera indiqué le lieu des Conférences.

Le prix d'entrée est fixé à 2 fr.

Dès aujourd'hui, retenez les dates ci-dessus ! Faites connaître autour de vous ce cycle de Conférences !

LE COIN DE L'ADMINISTRATION

Qui fera mieux que Lille ?

820 francs en 15 jours

SOUSCRIPTION

Dj, 50 fr.; Théo, 10 fr.; Marcelle, 50 fr.; Groupe de Lille, 350 fr.; H..., 100 fr.; Groupe 19e, 30 fr.; Térual, 500 fr.; Berger, 50 fr.; Roger 13e, 10 fr.; Marcelle, 20 fr.; Jacqueline, 20 fr.; Stève, 10 fr. ; Boitel, 100 fr. ; Libert, 50 fr. ; Indochine, 100 fr.; Rivière, 30 fr.; C..., (Grenoble), 24 fr.; Maroc, 210 fr.; V. (Mory-Montreux), 10 fr.; B. à Digny (P.-de-C.), 10 fr.; M. à Cysines (Gironde), 20 fr.; B. à Suces (Loire-Inf.), 50 fr; Gaétan, 50 fr.; Forges, 50 fr.; 14e cellule, 250 fr.

ABONNEMENTS

Depuis le 15 janvier :

8 abonnements à 3 mois ;

3 abonnements à 6 mois ;

2 abonnements à 1 an.

Cest tout à fait insuffisant. Recrutez des abonnements à notre « Lutte », camarades. En février, chaque camarade doit se donner pour tâche de recruter, **au minimum,** 3 abonnements d'un an, ou 6 abonnements de six mois ou 12 abonnements de trois mois. Y a-t-il des camarades du P.O.I ou des J. S. R. qui ne soient pas encore abonnés à la « Lutte » ? C'est inadmissible, camarades. Tous ceux d'entre vous qui n'êtes pas encore abonnés, vous vous ferez un devoir de prendre un abonnement d'un an avant la fin du mois.

Il nous faut de l'argent !

Bravo à la cellule de Lille qui nous envoie une phalange de 550 fr. C'est un exemple à suivre pour tous les groupes de province.

Les secrétaires doivent collecter régulièrement les phalanges fixées pour chaque camarade de cellule dès le début du mois et l'envoyer au centre (compte chèque postal Rousset-Paris 224723) au plus tard le 10 du mois. Chaque camarade isolé doit nous envoyer aussi rapidement sa phalange personnelle. Nous n'avons pas tout reçu. Hâtez-vous, camarades, de faire votre envoi. Soutenez la « Lutte » Permettez-nous d'assurer sa parution régulière. Elle dépend de vous, de vos complices pour défendre le prolétaefforts personnels, de vos collectes parmi les sympathisants.

L'Administration de la Lutte.
Ouvrière.

" La Jeune Garde "

(J.S.O.P.)

vient de paraître,

Nos camarades des J.S.O.P. viennent d'éditer un premier numéro de leur organe « **La Jeune Garde** ». Nous saluons fraternellement cette initiative, qui marque nettement une victoire sur certains camarades de leur organisation, adversaire d'une organisation politique majeure de la jeunesse ; notons également que l'organe s'intitule « pour la construction de la nouvelle internationale de la jeunesse révolutionnaire ».

Il est indispensable que les camarades des J.S.O.P. précisent par un texte et dans les faits quel contenu ils entendent donner à cette formule : travailler à la remorque des débris fossilisés de l'archéo-marxisme et du sapisme, ou travailler à l'unité révolutionnaire avec les jeunesses de la IVe Internationale, la J.S.R. de France nationalement, et internationalement des organisations telles que la J.S.R. de Belgique, la J. S. des Etats-Unis, etc. ?

Nous notons également avec joie que les camarades de la J. S. O. P. se sont fortement inspirés du programme revendicatif de la J. S. R. ; il serait toutefois nécessaire d'expliquer ce que l'on entends par la revendication de la « participation active des jeunes aux grèves » ?

Les camarades de la J.S.O.P. ne pensent-ils pas que la publication en commun de « **Révolution** », préface d'une unification rapide, marquerait un nouveau pas en avant vers une organisation solide et vivante de la jeunesse ouvrière ? Nous souhaitons vivement que les camarades des J.S.O.P. comprennent cette nécessité.

R. C.

La Vie du Parti

Tous les membres du Parti et des Jeunesses devront assister à l'Assemblée générale de la R. P. qui aura lieu le
MARDI, 14 FEVRIER **à 21 h. précises**
Salle Augé, 6, Rue des Archives

Note de la Rédaction

Nous n'avons pu insérer dans le présent numéro un certain nombre d'articles ou de lettres qui nous sont parvenus trop tard, et notamment:

— un article sur la situation économique et le discours de Paul Reynaud;

— un article de discussion d'un ouvrier de chez Lioré-Argenteuil;

— un article sur l'expérience ouvrière depuis Juin 36, vue au travers de l'usine Lioré-Clichy;

— La traduction d'une longue lettre de nos camarades espagnols sur la débâcle en Catalogne;

— des notes sur la fin de la lutte contre les 42 heures au métro et contre les 45 heures dans le Bâtiment.

Nous les passerons dans notre prochain numéro.

Nous rappelons à tous nos rédacteurs et correspondants habituels que la copie doit être remise au camarade Morris, secrétaire de rédaction, le lundi avant 20 heures dernière limite.

Mardi 14 Février

A COLOMBES

Gd Meeting

Salle Municipale

P. O. I. - P. S. O. P.

U. A. - C. S. A. C. G.

Ce qu'il faut lire

ZUIDERZEE

par Jef LAST

Jef Last, écrivain révolutionnaire hollandais, qui accompagna André Gide en U.R.S.S. et sut s'arracher à la corruption stalinienne pour rester révolutionnaire, fait revivre, pour vous, dans Zuderzee, le travail d'assèchement de la mer intérieure ainsi nommée. C'est une des rares entreprises d'envergure, entreprises par le capitalisme moribond, qui ait un caractère progressif. Et Jef Last vous montre, par des comparaisons elliptiques et frappantes, la disproportion des efforts dépensés pour cette œuvre de vie en regard de ceux que le même capitalisme consacre aux œuvres de mort. Il suit pour nous les obstacles accumulés par l'anarchie capitaliste et ses rivalités internes au-devant de la lutte de ceux — fonctionnaires et techniciens — qui voulurent et entreprirent cette uvre. Qu'on ne croit d'ailleurs pas à une description « idyllique », « optimiste » comme savait en dessiner l'ex Saint-Simonien Chevalier pour louer les entreprises financières-industrielles du chevalier d'industrie couronné qu'était Napoléon III. Last, au contraire, **sent** admirablement sur son plan artistique, la dialectique du développement capitaliste. Il décrit remarquablement dans l'action, la fatalité cruelle du capitalisme incapable de mouvoir la route même du progrès sans écraser des milliers d'êtres avec d'innombrables institutions. Il nous montre, en des types humains pleins de vie, le bouleversement jeté par l'entreprise d'assèchement dans la population des pêcheurs, qui vivaient de la pêche aux harengs dans le Zuyderzée, comme dans la population des paysans frisons, incapables désormais de supporter les frais d'exploitation des terres qu'ils afferment. Nous les suivons avec lui dans leur péripéties, ruinés, dupés, affamés par les entrepreneurs et leur gouvernement, grossissant enfin le prolétariat misérable des manœuvres, y ruinant leur corps, y abrutissant leur esprit. Il souligne, **dans la vie,** le travail de corruption qu'engendre la logique même du régime dans les individus qu'il n'associe à ses entreprises que pour les asservir et les déformer. A cet égard les portraits de l'ingénieur **Bromsa** et e l'ancien paysan **Sabema,** devenu contremaître sont remarquablement fouillés. Le capitalisme n'édifie rien, même en ses œuvres de vie — que sur des ruines, des cadavres, que sur la mort. Cette affirmation s'incarne avec un pathétique admirablement dans le suicide de la jeune paysanne frisonne, **Boukje,** abandonnée par son premier amant, un jeune pêcheur, et avilie par son second amant, un ingénieur, entêté d'une « vierge folle » d'Amsterdam.

Dans la brume, on voit s'esquisser l'organisation des Travailleurs hollandais pour la lutte par le parti « communiste ». Pourquoi cette disproportion dans l'ensemble de l'ouvrage ? Les particularités nationales de la Hollande ne suffisent pas à l'expliquer. Et nous nous rappelons l'émeute des ouvriers d'Amsterdam en 1934... Cette disproportion traduit fidèlement les difficultés et les faiblesses des luttes ouvrières, contraintes à se développer à travers des organisations avant tout soucieuses de les étouffer et de les trahir. Mais lisez plutôt **Zuyderzée,** un des rares bouquins qui en vaille aujourd'hui la peine !

LE CHATEAU

par Frantz KAFKA

LE Château *est avec* le Procès *et* la Métamorphose *un des trois romans posthumes de l'écrivain allemand Franz Kafka. Inconnu hier, le nom de Kafka est en train de passer les plus grands parmi les romanciers et c'est bien en effet quelque chose d'essentiel dans le genre que nous apporte cet écrivain.*

Il est inutile de résumer l'intrigue du Château *; elle se déroule sans péripéties et ne s'achève pas. L'auteur a voulu simplement montrer la lutte d'un homme quelconque (M. K.) nommé par erreur arpenteur d'un village qui n'en a pas besoin, aux prises avec le pouvoir qui l'a nommé (le Château). Le but de sa vie devient d'atteindre le Château qui domine de son organisation hiérarchisée, bureaucratique et secrète la vie d'une communauté.*

Toute la vie du village est suspendue à la moindre décision qui tombe du Château, et le désir des habitants est d'approcher de quelque manière que ce soit cette formidable puissance qui les écrase et les fait vivre.

C'est à dessein que l'auteur choisi comme le maître des destinées de M. K. le dernier des sous-chefs des innombrables bureaux du Château : M. Klamm, invisible, et qu'il ne pourra jamais approcher. Il s'épuise dans cette lutte et doit finalement succomber.

Le symbolisme est frappant : c'est l'homme d'aujourd'hui dominé par une toute-puissance étrangère : économique ou sociale, qui ne pense d'ailleurs pas à secouer sa domination, mais à l'approcher pour essayer de la comprendre et s'en faire le serviteur conscient.

Peine perdue ! Etre laquais au Château est une place d'honneur qui en vous faisant participer même d'une façon infinitésimale à sa vie est refusée au commun des mortels. Les gestes les plus normaux, les démarches les plus sensées échouent fatalement pour atteindre cette puissance quasi-divine. On naît dans le Château, on n'y entre seulement par prédestination, tout le reste est vain.

Les commentateurs s'en donnent à cœur joie. Ils veulent donner aux romans de Kafka, tous bâtis d'après ce modèle (lutte de l'homme contre une puissance asservissante étrangère : que ce soit la Justice ou l'Etat), un sens mystique. C'est l'homme frappé du péché originel qui n'atteindra pas Dieu s'il n'a pas la grâce.

Regardez, Messieurs, le pays de l'auteur ! Dites-nous ce que vous pensez du fascisme et des hommes qui le subissent. N'allez même pas si loin, regardez autour de vous, bourgeois démocrates, et peut-être le sens et la portée du Château *vous paraîtront-ils moins lointains !* Donat.

Dans le P. C. du 17e

Quelques chiffres sur la dégringolade des effectifs ; nous reviendrons sous peu en détails sur ce qui se passe et en tirerons les conclusions politiques.

Ternes 35 0/0 de perte.
Plaine Monceau 60 0/0 de perte.
Batignolles 18 0/0 de perte.
Epinettes 30 0/0 de perte.

Ces camarades tous adhérents de 36 sont disparus, dégoûtés par le stalinisme, et fait plus tragique, laissent tomber la C.G.T.

A nos camarades du 17e de travailler à regrouper tous ces dégoûtés; nous nous en chargerons. Le travail est commencé.

Un correspondant du 17e

Nouveau procès de « LA LUTTE OUVRIÈRE »

(Suite de la Page 1)

—o—

Les agents de l'union sacrée n'ont plus jamais de condamnation pour opinion subversive dans leurs rangs. Ils applaudiraient bien plutôt aux condamnations qui frappent la presse léniniste ou celle des anars et des psopistes.

C'est aux travailleurs à répondre à la répression des uns et à la complicité des autres en soutenant la seule presse qui désormais les défende contre la guerre, qu'ils répondent au nouveau procès en diffusant la **Lutte, en envoyant leur abonnement à leur « Lutte Ouvrière »,** en réclamant dans leur organisation l'amnistie pour les délits de presse des organes prolétariens.

On nous communique :

—o—

Le Club Populaire du Cinéma qui avait inauguré son activité au printemps 1938, *a préparé une nouvelle série de séances mensuelles, dont la première aura lieu le mercredi 22 février à la Salle Poissonnière* (7, *rue du Faubourg Poissonnière*, Paris-9e).

Le Club Populaire du Cinéma s'est donné pour tâche de faire connaître au public populaire les œuvres les plus marquantes, socialement ou artistiquement, du cinéma ancien et nouveau, œuvres, la plupart du temps, escamotées par la censure ou les directeurs des salles.

Fidèle à ce programme, le Club présentera le 22 février un film soviétique récent du plus haut intérêt et qui ne passera pas dans les salles publiques.

La séance sera réservée aux adhérents du Club et commencera par la projection d'une savoureuse satire des milieux militaires, œuvre du cinéma allemand d'avant Hitler.

Parmi nos lettres

—o—

Cher camarade,

Je me permets de t'écrire étant adhérent au PSOP et secrétaire de la section de X...; je suis de la tendance léniniste et travaille pour la fusion du PSOP et du POI sur le programme de la IVe... Voudrais-tu m'inscrire pour un abonnement de 6 mois à la **Lutte Ouvrière.**

S. I. P.

—o—

Abonnez-vous au **SERVICE D'INFORMATION ET DE PRESSE** édité par le Secrétariat de la IVe Internationale.

Le numéro, 1 fr. — Abonnement : 1 an, 25 fr. ; 6 mois, 13 fr.

Le « S. I. P. » donne des informations régulières sur le mouvement de la IVe Internationale. Il n'est pas mis en vente dans les librairies, mais seulement envoyé aux abonnés.

Correspondance : Librairie du Travail, S.I.P., 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, 10e.

Faire les versements au compte chèque postal de **La Lutte ouvrière.**

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

—o—

La révolution trahie (1937)	**18 »**
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	**24 »**
La Révolution Permanente	**24 »**
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	**3 »**
Où va la France ?	**7 50**
La seule Voie (1932)	**2 »**
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	**2 50**
Vie de Lénine (T. I)	**16 »**
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	**1. »**
Les Crimes de Staline	**20. »**

⁂

Wullens-Rosmer-Serge : L'assassinat de Reiss	7. »
D. Guérin. Fascisme et grand capital	
J.S.R. Où vas-tu, jeune travailleur ?	1. »
J. Jolinon. Les mutineries de Mai-Juin 1917	2. »
Lénine. Le krach de la IIe Internationale	4. »
Lénine. L'Etat et la Révolution	4 50
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2 50
Marx et *Engels.* Manifeste communiste	2 »
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C.	20 »
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36 »
C. Naville. A. Gide et le Communisme	5 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ? (par 10 exemplaires)	1 » 8 »
D. Guérin. Fascisme et grand capital, 18 francs.	
P. Naville. Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50.	
M. Dommanget. De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr.	
K. Landau. Le stalinisme en Espagne, 2 francs.	
Ch. Fraval. Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918).	

—o—

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail. Paris